

COMMUNIQUÉ FÉDÉRAL ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'INFORMATION UNE SÉLECTION PRÉSIDENTIELLE !

Les états généraux de l'information (EGI), annoncés par le président de la République en 2022, viennent de s'ouvrir en annonçant la méthode par la constitution de cinq groupes de travail fourre-tout.

Les envoyés présidentiels, organisateurs de ces EGI, l'ont annoncé d'emblée, les différents groupes de travail seront exclusivement réservés à des citoyens ne représentant (officiellement) qu'eux-mêmes, sous couvert d'une plus grande objectivité. La ficelle est un peu grosse et personne n'est dupe !

En effet, qui aura le temps et les moyens de participer à ce vaste chantier, dont de l'aveu même des Missi Dominici macronistes en charge des EGI nécessite une disponibilité quasi quotidienne ? Les détenteurs des grands médias, industriels, banquiers et milliardaires, détachent des bataillons de leurs cadres les plus zélés, les GAFAM envoient leurs mercenaires les plus aguerris quant aux salariés des médias ils ne pourront y participer qu'à la condition d'avoir l'accord de leur direction, autant dire que leur message sera celui de leur patron.

À plus forte raison, les gentils organisateurs n'ont surtout pas prévu de convier les syndicats des travailleurs des professions concernées ni les associations de défense des libertés.

Quelle meilleure manière d'avoir raison sur tout, pour le président de la République, qu'en ne discutant qu'avec un panel bien choisi ? Les suites données aux conclusions de la convention citoyenne sur le climat ont laissé des traces indélébiles dans le camp présidentiel et dans la mémoire collective...

Nous pourrions donc nous résigner à nous inscrire individuellement ? Mais, nous sommes une organisation syndicale responsable, représentative, et nous représentons les intérêts collectifs et individuels de dizaines de milliers de travailleurs de l'information. Nous demandons, donc, à être auditionnés en tant que Filpac CGT avec d'autres structures de la CGT tout autant impliquées que notre fédération ! En attendant, nous interviendrons dans les débats organisés en province par les envoyés de Jupiter, en impliquant les syndicats Filpac CGT locaux et un maximum de travailleurs des professions concernées. N'attendant rien de révolutionnaire de ces états généraux, comme tant d'autres attachés à la liberté d'informer, aux statuts de celles et ceux qui la produisent et la diffusent au quotidien, notre fédération a décidé de participer également aux états généraux parallèles qui se constituent.

Car il n'est pas pensable qu'en tant que fédération représentant les salariés du secteur, nous ne puissions pas faire entendre nos propositions pour défendre ce pilier démocratique.

Nous voulons débattre de sujets essentiels qui ne semblent pas avoir retenu l'attention de l'Élysée :

- **Renforcer la protection des sources ;**
- **Créer un véritable statut social pour les travailleuses et**

travailleurs de l'information en prenant appui sur ceux existant mais trop fragilisés et écornés par les coups de butoirs patronaux et gouvernementaux ;

- **Lutter contre la concentration des médias et s'opposer à l'appropriation des médias par quelques milliardaires ;**
- **Conditionnement et redéfinition des aides à la presse, en favorisant les titres qui en ont le plus besoin plutôt qu'à ceux détenus par les milliardaires les plus riches de notre pays ;**
- **Favoriser l'investissement la modernisation des outils industriels de production de l'information pour répondre aux attentes des lecteurs ;**
- **Accès pour tous les citoyens et citoyennes à l'information de son choix en chaque point du territoire et au même prix par la péréquation tarifaire (en un mot revenir à l'origine de la loi Bichet) ;**
- **Abolition du secret des affaires ;**
- **Créer de nouveaux droits pour les salariés permettant de s'opposer aux volontés d'actionnaires voulant imposer leur ligne éditoriale (cf conflit du JDD) ;**
- **Redéfinition du secret défense ;**
- **Lutte contre les fake news et le pillage de l'info ;**
- **Encadrer l'intégration de « l'intelligence artificielle » tant dans la production de l'information que dans les process de travail ;**
- **Lutte contre la paupérisation et la précarisation des travailleurs de l'information ;**
- **Élaborer une loi pour l'information permettant de protéger l'information et répondre aux enjeux de la profession.**

À l'heure où la liberté d'informer est toujours plus menacée, notre fédération, comme toute la CGT, compte s'engager dans une vraie réflexion collective, pas dans une opération de communication complaisante.

L'association de citoyennes et de citoyens est plus que nécessaire mais certainement dans les conditions tronquées décidées par les consultants du palais présidentiel.

Nous le rappelons à toute fin utile aux organisateurs de ces états généraux : L'information n'est pas un bien de consommation, elle est garante de la démocratie et de la liberté d'expression citoyenne. Notre responsabilité de fédération syndicale représentant l'ensemble des travailleurs de l'information, du pigiste au porteur de presse, du commercial à l'imprimeur, du correspondant de presse au responsable marketing stratégique, ..., est bien de défendre sans faillir cette conquête démocratique de l'information pluraliste par la défense de l'emploi et des statuts de celles et ceux qui la produisent au quotidien !

La Filpac CGT reste disponible pour échanger, construire et défendre avec les salarié-e-s, les organisations et associations qui le souhaitent, un cadre commun pour défendre notre bien commun qu'est l'information.